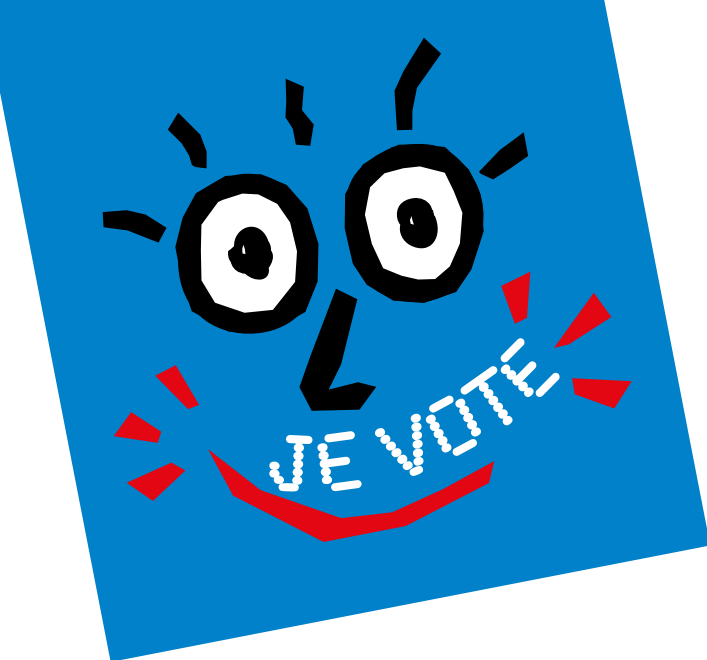




un réseau national
d'acteurs et d'élus
enfance jeunesse

anacej



LE VOTE ET LES JEUNES

Les tendances à retenir

2 semaines avant les élections municipales 2020

L'Anacej observe depuis 2011 le comportement électoral des jeunes. Cette démarche a pour vocation de suivre l'évolution des mécanismes électoraux des 18-25 ans, d'identifier les spécificités de ce public, leurs motivations et les raisons de l'abstention afin d'interpeller et de sensibiliser les pouvoirs publics et les professionnels de la jeunesse.

Cette année le Forum Français de la Jeunesse (FFJ) est partenaire de notre nouvelle enquête réalisée entre le 11 et le 18 février 2020, auprès de 1195 personnes âgées de 18 à 25 ans, représentatives de la population française.

Frédéric Pairault,
Délégué général de l'Anacej

Julien Lesince,
Co-responsable du FFJ

Une élection bien identifiée mais peu fédératrice

Alors que seulement 76 % des jeunes sondé.e.s déclarent être inscrit.e.s sur les listes électorales (le plus faible taux observé depuis 2011) et que 88 % d'entre eux.elles savent que les élections municipales approchent, seulement 3 jeunes sur 10 prévoient d'aller voter les 15 et 22 mars 2020.

33 %



Prévision de participation
chez les 18-25 ans
à la date du **18 février 2020**

56 %



Prévision de participation
chez l'ensemble des français
à la date du **28 février 2020**

55 %



Participation
chez les 18-25 ans au
1^{er} tour des municipales 2014

Les raisons pour lesquelles les 18-25 ans pourraient ne pas voter aux élections municipales 2020 :

26 %



Parce qu'ils.elles
sont en week-end,
en congé ou en
déplacement

22 %



Parce que ces
élections ne
changeront rien
à leur situation

19 %



Parce qu'aucune
liste ne défend ou
représente leurs
idées

18 %



Parce qu'ils ne
connaissent pas les
candidats et listes
qui se présentent

15 %



Parce que ces
élections ne
changeront rien
dans la société

12 %

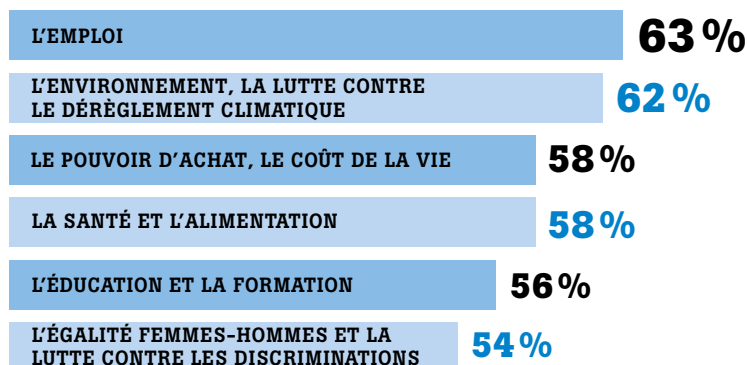


Pour manifester leur
mécontentement à l'égard
de l'action du Président
de la République et du
gouvernement

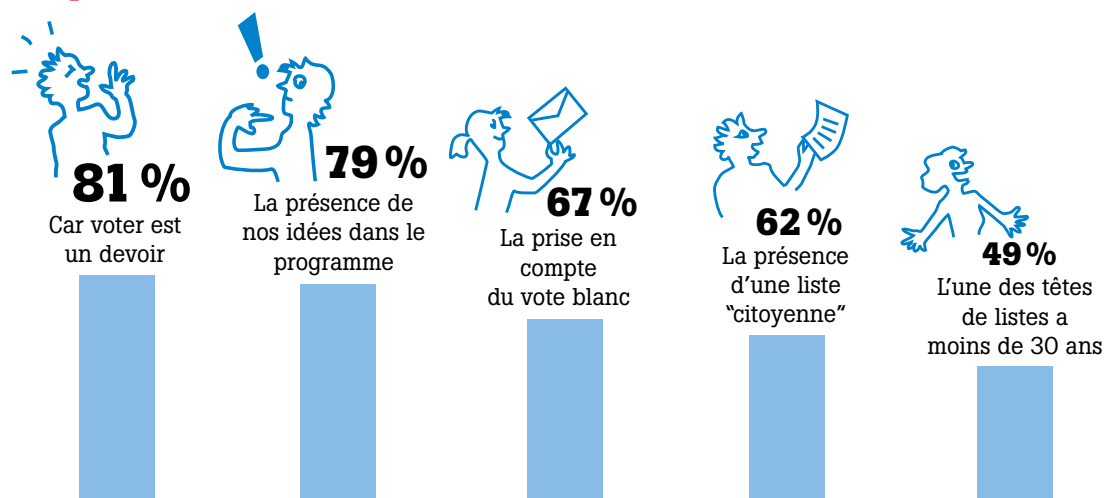
Les déterminants du vote des jeunes aux municipales 2020

Alors que la santé (74%), la famille (72%) et les amis (56%) sont les éléments considérés comme étant les plus importants dans leur vie, l'emploi reste le déterminant prioritaire. Le thème de la lutte contre le dérèglement climatique passe lui de la 5^e à la 2^e place par rapport à notre dernière enquête. À noter que la mobilité internationale et l'accueil des réfugiés ne sont pas jugés comme des éléments déterminants pour cette élection locale.

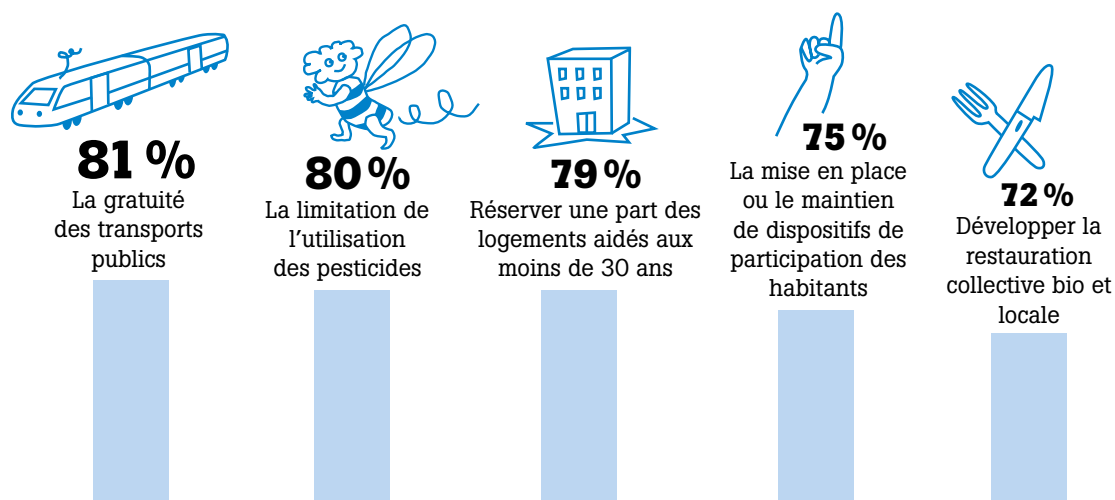
Les déterminants principaux concernant les municipales 2020



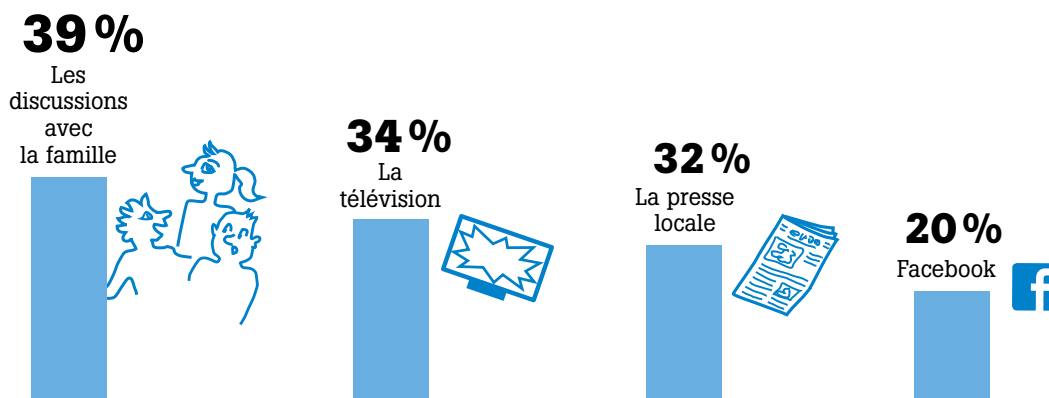
Éléments susceptibles de les inciter à aller voter



Mesures susceptibles de les faire voter



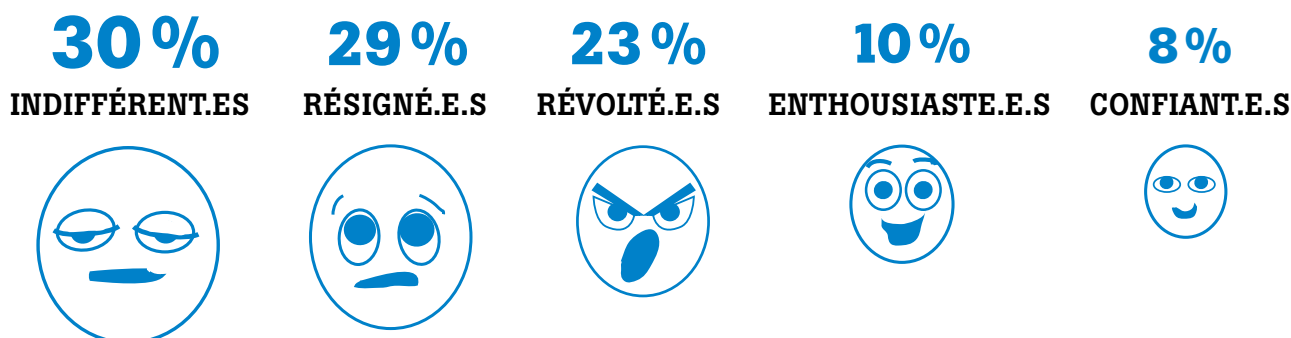
Les 4 moyens principaux pour s'informer sur les municipales



Alors que les représentations sur les jeunes laissent à penser qu'ils-elles s'informent majoritairement via les réseaux sociaux, les chiffres montrent, comme lors de nos précédentes enquêtes, que les discussions avec leur famille est leur moyen préféré pour s'informer sur les municipales. Sur le podium cette fois-ci, la presse locale remplace les sites d'information. La télévision reste l'un des moyens privilégiés par les jeunes pour s'informer sur les enjeux des scrutins.

Des jeunes majoritairement indifférent.e.s et résigné.e.s

Alors que 55 % des jeunes se déclarent satisfait.e.s de la place qu'ils-elles occupent dans la société, nous assistons à un changement dans leur état d'esprit face à la société française. Majoritairement révolté.e.s en avril 2016, ils-elles sont aujourd'hui plus indifférent.e.s et résigné.e.s. Leur confiance vis-à-vis de la société n'évolue pas et demeure un sentiment très minoritaire chez les 18-25 ans.



Abstention des jeunes : « une vraie faille démocratique désormais bien identifiée »



Par **Céline Braconnier**,
directrice de Sciences Po Saint-Germain-
en-Laye, co-auteur de *La démocratie
de l'abstention*, Gallimard

Réalisée pour l'Anacej un mois avant le 1^{er} tour des municipales de 2020, l'enquête IFOP auprès d'un échantillon représentatif de 18-25 ans tend à confirmer l'inscription depuis une décennie de cette classe d'âge dans un cycle de faible mobilisation particulièrement marqué aux élections locales. Un tiers des sondés seulement (33 %) se déclare ainsi certain de participer au scrutin de mars 2020, ce qui ne laisse pas augurer une participation supérieure à celle enregistrée pour la même catégorie d'âge en 2008 et en 2014, de l'ordre de 42 % au 1^{er} tour contre 64 et 66 % en moyenne. Si la hausse de l'abstention demeure, globalement, beaucoup plus contenue aux municipales que pour les autres scrutins hors la Présidentielle, ces élections ne parviennent donc pas à susciter l'intérêt des plus jeunes, avec pour conséquence qu'on y enregistre l'un des plus forts différentiels de participation avec les seniors, de l'ordre de 40 points.

L'enquête met en évidence des facteurs connus de l'abstention des jeunes, dont on observe sans surprise que l'indice de participation varie fortement selon le niveau d'études, la situation dans l'emploi, l'intérêt qu'ils portent à la campagne et la perception plus ou moins optimiste qu'ils se font de l'avenir, ces éléments étant d'ailleurs largement cumulatifs.

Si les jeunes ont donc de fortes chances d'être sous-représentés parmi les votants du 15 mars, les plus fragiles le seront encore plus que les plus diplômés et les mieux installés professionnellement. Le fait que les discussions en famille constituent leur première source d'information pour ce scrutin – bien loin devant les réseaux sociaux – manifeste aussi la difficulté, pour les candidats, d'élargir les contours du corps électoral effectif en compensant les inégalités de politisation héritées, qui tendent donc à se reproduire. L'étude ne permet par ailleurs pas d'évaluer l'impact éventuel que pourrait avoir sur le niveau de mobilisation le contexte politique national marqué par l'expression d'un mécontentement suscité par la réforme des retraites et la mise en place du nouveau baccalauréat, qui peut, pour les jeunes comme pour les autres, fonctionner comme une incitation à faire entendre sa voix comme accentuer le scepticisme tenant éloigné des urnes.

Toujours est-il que plusieurs indicateurs d'une forme d'indifférence assumée à l'égard du scrutin affectent jusqu'aux plus prédisposés à participer, notamment les étudiants, en contradiction apparente avec la reconnaissance du vote comme devoir civique, un peu trop largement partagée et en contradiction avec la pratique pour ne pas éveiller le soupçon d'un biais déclaratif. De fait, la hausse de l'intermittence électorale au cours de la dernière décennie et la baisse concomitante du vote constant concernent en tout premier lieu cette catégorie d'âge et objectivent ce rapport de plus en plus distancié aux urnes. Jusques et y compris les plus sensibilisés à la cause environnementale et ceux qui disent souhaiter la victoire de listes écologistes ne sont pas certains d'aller voter, doutant très largement de la capacité des élus à changer la donne. Dans ce contexte, l'étude réalisée pour l'Anacej pourrait inciter notamment les candidats porteurs d'un programme écologiste à redoubler d'efforts dans les jours à venir pour convaincre les plus jeunes de prendre leur part du renouvellement de la civilisation électorale.

Néanmoins, l'enquête montre aussi qu'il est déjà trop tard pour prétendre mobiliser une importante partie d'entre eux. D'une part, 20 % des 18-25 ans déclarent ne pas être inscrits sur les listes électorales, ce qui semble cohérent avec les données établies par l'Insee pour 2017 qui montrent que cette catégorie d'âge est, malgré la procédure d'inscription d'office, deux fois moins inscrite que les seniors. D'autre part, 14 % déclarent ne pas être inscrits là où ils résident, situation de mal-inscription dont on sait qu'elle multiplie par 3 les chances de ne pas participer au scrutin. Cette proportion de mal-inscrits nous paraît en outre sous-évaluée d'au moins 10 points au regard des données dont on dispose via l'Insee pour 2017 concernant cette catégorie d'âge.

Tout semble en réalité indiquer que c'est presque la moitié des 18-25 ans qui sera, le 15 mars 2020, soit empêchée de voter, soit gênée dans l'exercice de son droit de vote par la distance qui sépare son domicile effectif de son lieu d'inscription.

Un énorme réservoir de voix pour la gauche, notamment du côté des étudiants et des jeunes cadres à la forte mobilité géographique, dont on a bien du mal à comprendre pourquoi il n'a pas été l'objet d'une traque systématique par les candidats avant la clôture des listes le 7 février. Et une vraie faille démocratique désormais bien identifiée, que les pouvoirs publics ne devraient donc plus ignorer.



Entre indifférence et protestation, à coup sûr une distance est de mise

Par **Anne Muxel**,
directrice de recherches
au CEVIPOF

Le scrutin municipal de l'année 2020 n'attire guère les jeunes. Seul un tiers des 18-25 ans (33 %), soit moitié moins que dans l'ensemble de l'électorat, déclare avoir l'intention de participer à l'élection.

Alors même qu'il s'agit d'un acte de proximité, car lié à la vie locale, la désignation du maire n'arrive pas à se défaire de tout un ensemble de paramètres qui rendent le rapport au vote problématique : défiance à l'égard de la politique institutionnelle et rejet des partis de gouvernement, perplexité et incertitude face au choix électoral, éclatement et volatilité des préférences, attirance pour les forces populistes et extrêmes, sans compter la méconnaissance du personnel comme des enjeux avec laquelle il faut compter.

Parmi les raisons avancées par les deux tiers des jeunes pour expliquer leur retrait de la décision électorale, la perception de l'inutilité voire de l'inefficacité du vote municipal arrive en premier. Près d'un jeune sur deux (47 %) considère en effet que le vote ne permettrait pas de changer les choses, ni au niveau individuel ni au niveau de la collectivité. Pour un petit tiers (30 %) l'expression d'un mécontentement que l'abstention peut faire entendre est aussi une raison de ne pas prendre le chemin des urnes. S'ajoute à cela la méconnaissance de l'offre électorale et des enjeux locaux qui est évoquée par près d'un quart d'entre eux (23 %). Enfin, et ce n'est pas rien, le sentiment de ne pas se sentir représenté concerne près d'une jeune sur cinq (19 %).

Au vu de ces chiffres, c'est donc bien le constat d'une distance à l'égard de la démocratie représentative qui est une fois de plus confirmée. Les traces de celle-ci sont aussi visibles dans les intentions comme dans les orientations de ceux qui entendent participer au scrutin. La perplexité est de mise : un jeune sur deux ayant l'intention de voter reconnaît pouvoir encore changer d'avis ou de choix (49 %). Les préférences énoncées confirment le rejet des partis institutionnels ou de gouvernement qui ne dépassent pas chacun d'entre eux les 6-7 % au profit de candidats écologistes (16 % pour une liste EELV), appartenant à une liste du RN (10 %) ou à une liste citoyenne (12 %). La dispersion des intentions de vote est forte, et leur instabilité témoigne de

l'incertitude avec laquelle même les plus civiques abordent l'élection. Seul élément stable, la confirmation d'un tropisme critique et d'une norme électorale moins conventionnelle. La prégnance des formes critiques de la citoyenneté électorale est visible au travers de l'importance prise par la reconnaissance du vote blanc et la demande de sa prise en compte dans les suffrages exprimés ou encore de la réponse populiste qui pour un jeune sur deux dans l'étude (49 %) apparaît comme un choix politique pouvant se justifier.

Ainsi les jeunes abordent-ils ces élections municipales, entre indifférence et protestation, mais surtout avec une certaine distance que n'arrivent pas à combler l'enjeu de proximité et la dimension locale de la vie politique qui auraient pourtant été susceptibles de les concerner davantage.

Il s'agit là d'un paradoxe de la politisation des jeunes : la proximité des élus et l'action citoyenne directe qu'ils appellent pourtant de leurs vœux sont oblitérées par les tropismes persistants de la défiance démocratique suscitée par la politique et ses représentants au niveau national.

La distance par rapport au jeu politique institutionnel dont témoignent les jeunes, et ce quelle que soit la nature de leurs réponses électorales, apparaît encore plus marquée parmi les jeunes femmes. Elles sont moins inscrites sur les listes électorales (72 % contre 80 % des jeunes hommes) et ne sont plus qu'un quart à envisager de voter (26 % contre 38 %). Leur satisfaction quant à la place qui leur est donnée dans la société apparaît aussi plus mitigée (50 % se disent satisfaites contre 59 % des jeunes hommes). Elles ressentent aussi assez fortement un manque de reconnaissance : seules 33 % des jeunes femmes considèrent qu'elles bénéficient d'une bonne image dans la société française (47 % des hommes) et seules 23 % vis-à-vis du personnel politique (33 % des hommes). Est-ce cette perception plutôt négative qui les incite à se monter à la fois plus révoltées et plus résignées que leurs homologues masculins ? Si l'indifférence gagne et si l'esprit de révolte a plutôt globalement tendance à régresser (-25 points par rapport à 2016), ce dernier résiste néanmoins davantage au sein de la population féminine : un quart des jeunes femmes (25 % contre 20 % des jeunes hommes) exprime un sentiment de révolte. Mais, la résignation de celles-ci apparaît aussi plus importante (32 % d'entre elles se sentent résignées contre 25 % des jeunes hommes). La confiance et la reconnaissance sont bien des conditions essentielles du lien des jeunes à la politique, y compris dans la dimension locale de celle-ci.

La participation des jeunes au niveau local : encourager des dispositifs au-delà des élections



Par **Bernard Fournier**,
professeur invité à la Haute école
de la Province de Liège (Belgique)

Il est toujours difficile de comparer les données des élections locales entre différents pays, même européens : la diversité des échéances ou des modes électoraux ne permettent pas de dresser un portrait comparatif clair de la participation des jeunes. De plus, les enjeux locaux laissent souvent la place à la volonté de sanctionner les pouvoirs supérieurs – les journalistes analysant d’ailleurs généralement les résultats sous cet angle. Sur quoi pouvons-nous alors nous baser pour comparer ces élections ?

Dans une allocution datant de quelques années, le directeur général des élections du Québec rappelait certains points qui nous semblent toujours pertinents. Ainsi, dans l’ensemble des États occidentaux, la participation électorale est toujours plus faible au palier local qu’au palier national. C’est encore ce que montre le sondage de l’Ifop réalisé pour l’Anacej, puisque seulement 33 % des 18-25 ans comptent voter aux municipales de 2020 (alors qu’ils étaient 52 % aux présidentielles de 2017). De plus, cette baisse de la participation électorale des jeunes est un phénomène qui touche la plupart des démocraties occidentales et les différents paliers électifs.

Finalement, les «jeunes» ne sauraient être considérés comme un bloc «monolithique» : le degré de scolarité, l’insertion professionnelle ou l’appartenance ethnoculturelle influencent souvent davantage qu’une appartenance à la «jeunesse». Des nuances s’imposent donc.

Contrairement à ce que l’on pourrait croire, il peut même être sociologiquement normal que les jeunes se sentent moins intéressés à la politique locale : à cet âge, ils sont moins souvent propriétaires (et paient moins souvent des taxes locales). La plupart ne sont pas encore parents et se sentent moins concernés par les enjeux liés à la famille, aux garderies, etc. Comme ils sont plus mobiles géographiquement et déménagent plus souvent que les gens plus âgés, ils connaissent souvent moins les enjeux locaux. Cependant, plusieurs changements sociétaux pourraient les amener à se mobiliser davantage : pensons à la protection de l’environnement, qui se joue aussi au niveau local (dans le

sondage, 80 % des inscrits voteraient pour une liste proposant de limiter l’utilisation des pesticides, par exemple). Les recherches antérieures ont toujours souligné que la première raison citée par les jeunes pour ne pas être allés voter est le manque d’information. Excuse facile en cette ère de surinformation ? Les jeunes développent surtout de moins en moins le sens du «devoir civique» et le manque de contacts avec des candidats ne les incitent pas à voter.

Faut-il dramatiser cette absence d’intérêt ? La *Charte européenne révisée sur la participation des jeunes à la vie locale et régionale* publiée par le Conseil de l’Europe en 2015 souligne avec raison dans son préambule que la «*participation active des jeunes aux décisions et actions aux niveaux local et régional est essentielle si nous voulons bâtir des sociétés plus démocratiques, plus solidaires et plus prospères*». On ne se surprendra pas, d’ailleurs, et toujours selon le sondage de l’Ifop, que 75 % des jeunes de 18-25 ans inscrits sur les listes électorales voteraient pour une liste proposant «la mise en place ou le maintien de dispositifs de participation des habitants». Et le Conseil de l’Europe poursuit : «*Participer à la vie démocratique d’une communauté quelle qu’elle soit, ce n’est pas seulement voter ou se présenter à des élections, bien qu’il s’agisse là d’éléments importants. Participer et être un citoyen actif, c’est avoir le droit, les moyens, la place, la possibilité et, si nécessaire, le soutien voulu pour participer aux décisions, influencer sur elles et s’engager dans des actions et activités de manière à contribuer à la construction d’une société meilleure*».

Dans un document synthèse récent, le Réseau des associations étudiantes Animafac proposait cinq pistes pour développer cette participation des jeunes, dont «la création de dispositifs visant à promouvoir la participation des jeunes dans leur territoire». Le document citait en exemple le projet *Ruuti* à Helsinki ou encore le projet *PICA* à Rome qui proposent des formations pour offrir aux jeunes les compétences sociales nécessaires à une participation active. Il mentionne aussi le trophée *Jong LokaalBokal* qui récompense les municipalités néerlandaises les plus impliquées dans le développement de la participation des jeunes. D’autres initiatives pourraient évidemment être citées dans différents pays européens.

Laisser cette «place aux jeunes» demeure encore le meilleur moyen d’encourager leur participation au-delà des chiffres de la participation électorale.



Donnons du pouvoir aux jeunes !

Par **Gaëtan Monot**,
Délégué national Éducation
Pédagogie Activités Scouts
et Guides de France

68 % des jeunes sondés déclarent que l'engagement citoyen et associatif est important dans leur vie. Et la politique, dont on entend souvent qu'elle ne les intéresse pas, reste importante pour 39 % d'entre eux. Ce sont de bonnes nouvelles : les jeunes citoyens, s'ils expriment résignation et indifférence (59 %) devant l'état de la société, ne sont pas désengagés. Les questions relatives à la politique locale les percutent : transport, emploi, logement, et particulièrement, ce qui les démarque des autres générations, le climat et l'environnement (62 %). Et pourtant, pour les municipales à venir, l'indice d'abstention des jeunes s'élève à 67 %. Comment expliquer cela, alors même que seuls 6 % déclarent leur désintérêt pour la gestion de leur ville ? Tout d'abord les jeunes se montrent désabusés, ils ont la sensation que les élections ne changeront pas leur vie (22 %), ni la société (15 %). Ensuite ils semblent ne pas se sentir représentés par l'offre politique actuelle : leur premier choix de vote, très loin devant EELV (16 %) ou les listes citoyennes (12 %), irait pour « une autre liste » (30 %).

Les associations de jeunesse sont donc face à un défi : transformer l'intérêt pour les questions de société et l'engagement en réelle participation à la vie politique !

Cela passe par la multiplication des lieux où enfants et jeunes peuvent participer aux décisions et à la vie collective. Plus tôt ils seront acteurs des choix de leur école, de leur ville, de leur centre de loisirs, plus ils seront capables de prendre la parole en citoyen, de faire des choix éclairés. Au-delà de cet aspect éducatif, faire participer les jeunes aux décisions laisse aussi la porte ouverte à un vivre ensemble renforcé par bien plus d'idées, souvent novatrices, à des problèmes partagés par tous les âges. Les jeunes le disent : la moitié ne se sentent pas à leur place dans la société. C'est énorme.

En acceptant de leur donner plus de pouvoir, nous pourrions continuer à construire nos villes comme des lieux où le commun prime, et où chacun à l'espace de s'épanouir.

Les jeunes ne doivent pas être quelques lignes dans un programme politique : ils doivent participer à en écrire le contenu dans son ensemble. À 16 ans, ils sont déjà la capacité de voter, comme ils le font chez les Scouts et Guides de France, et dans de nombreuses autres associations. L'expérimenter dans l'ensemble de la vie politique pourrait être un levier important dans la mobilisation des jeunes.

À la question « où vous informez-vous ? », les jeunes n'ont pas eu le choix de répondre « à l'école » ou « dans une association ». Voilà pourtant les lieux où s'informer et construire sa citoyenneté politique... Au travail donc !



Par **Anthony Ikni**, délégué général et
Julien Lesince, co-responsable du FFI

30 % des jeunes se déclarent indifférent-e-s face à la société française actuelle, en forte hausse depuis 2016, comment l'expliquer ?

En 2016 les jeunes se sentaient majoritairement révoltés, c'est aujourd'hui l'indifférence et la résignation qui dominent. Nous l'expliquons par plusieurs facteurs.

Malgré une crise environnementale irréfutable scientifiquement, de plus en plus de chefs de gouvernement climato sceptiques sont arrivés au pouvoir, marquant un fossé entre deux visions de la société, remettant en cause l'accord de

Revoir notre système électoral et démocratique pour permettre la participation pleine et entière des jeunes !

Paris et affaiblissant les conférences climats qui ont suivi.

En 2017, l'extrême-droite a atteint le second tour lors d'une élection présidentielle où le traditionnel clivage politique n'a pas eu sa place ; la réorganisation du rapport de force partisan n'est d'ailleurs pas achevée ce qui laisse le flou politique persister depuis trois ans. Le sentiment d'abandon vécu par les citoyen-ne-s des territoires périphériques a conduit à l'apparition du mouvement des Gilets Jaunes, dont la mobilisation a divisé l'opinion. Ce mouvement participe à questionner le fonctionnement démocratique de notre pays dans lequel, depuis le début du quinquennat d'Emmanuel Macron, la société civile organisée regrette le manque de dialogue avec les pouvoirs publics.

Enfin, alors que l'actuelle réforme des retraites touchera avant tout les jeunes générations, 41 % des jeunes y sont

indifférent-e-s. Une hausse qui nous préoccupe tant elle va à rebours du discours que nous tenons depuis 2012 : celui d'une génération très engagée et qui souhaite faire bouger les lignes. Dès lors, comment (re)mobiliser les jeunes sur les politiques publiques adoptées aujourd'hui mais qui façonneront leur vie demain ?

Quel est selon vous l'impact des marches et grèves pour le climat sur le comportement électoral des jeunes ?

Depuis 2018, des marches et grèves pour le climat ont émergé partout sur la planète pour encourager les États à prendre en main les politiques environnementales et à combattre le dérèglement climatique. Ces marches ont avant tout rassemblé des jeunes, notamment des lycéen-ne-s qui s'engageaient pour la première fois.

Le 24 mai 2019, des millions de personnes dans le monde manifestaient pour dénoncer l'inaction climatique des Gouvernements. Cinq jours plus tard, à l'occasion des élections européennes, alors que la participation des jeunes était annoncée en berne, 39% des électeurs âgés de 18 à 24 ans se sont déplacés, soit 15 points de plus qu'en 2014. D'après les sondages, le vote Europe Ecologie Les Verts (EELV), a été plébiscité par les jeunes. Le sondage IFOP confirme cette tendance : 16% des 18-25 ans souhaitent voir une liste EELV administrer leur ville à l'issue des élections municipales. Alors que des manifestations pour le climat auront lieu en France les 13 et 14 mars 2020, on peut faire le pari que ces mobilisations auront un impact sur le comportement électoral des jeunes.

Les pouvoirs publics en font-ils assez pour sortir les jeunes de l'abstentionnisme ?

Encourager le vote et la participation civique et citoyenne des jeunes devrait être au cœur de l'action de tous les Gouvernements. Depuis 2012, le FFJ formule des préconisations pour faciliter les démarches électorales relatives au vote et renforcer la confiance des jeunes dans le système démocratique. Alors que seulement 76% des jeunes sondé-e-s dans l'enquête IFOP déclarent être inscrit-e-s sur les listes électorales, le FFJ propose ainsi au Gouvernement de mettre en place : des grandes campagnes d'information axées sur les jeunes et notamment les primo votant-e-s pour les inciter à aller s'inscrire sur les listes électorales et aller voter. Ce type de campagne devrait être mis en place avec le soutien des jeunes et des associations qui les représentent, et utiliser tous les médias possibles pour toucher le plus grand

nombre de jeunes, qui contrairement aux idées reçues ne s'informent pas majoritairement sur les réseaux sociaux ; le vote par correspondance ce qui permettrait aux jeunes en déplacement ou en congés d'exprimer malgré tout leur choix ; la délocalisation ponctuelle des bureaux d'inscription sur les listes électorales pour aller à la rencontre des jeunes et notamment des « invisibles ». Enfin, comme c'est le cas dans la plupart des démocraties occidentales, nous souhaiterions que les jeunes puissent tous et toutes s'inscrire sur les listes jusqu'à 10 jours avant le scrutin.

L'autre facette de l'abstention, dite « politique », est portée par la défiance des jeunes vis-à-vis de la Politique. Nous pensons qu'il est nécessaire de davantage associer les citoyen-ne-s, et notamment les jeunes, à la construction des politiques publiques ; mais aussi de développer la consultation directe des citoyen-ne-s ; et enfin de repenser le statut des élu-e-s pour permettre à plus de jeunes de prendre des responsabilités dans la sphère publique.

L'Anacej

le réseau national d'acteurs et d'élus enfance jeunesse accompagne, informe et conseille les collectivités territoriales dans leurs démarches de dialogue et de participation avec les enfants et les jeunes.

Le Forum Français de la Jeunesse (FFJ)

rassemble les principales organisations gérées et animées par des jeunes de moins de 30 ans. Autonome des pouvoirs publics, le FFJ est un espace de représentation des jeunes par eux-mêmes au niveau national mais aussi d'échange et de travail sur l'ensemble des enjeux de société qui touchent les jeunes.

Retrouvez l'ensemble des résultats de nos enquêtes ainsi que la totalité des réactions sur **anacej.fr**

Contacts

Simon Berger / Anacej
simon.berger@anacej.asso.fr
01 56 35 05 35

Anthony Ikni
info@forumfrancaisjeunesse.fr
06 75 33 94 44



#Je Vote